

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ATTIJARIWABA BANK EUROPE

Société anonyme au capital de 59 597 120 euros.
Siège social : Tour Opus 12, 77 Esplanade du Général de Gaulle
4 place des Pyramides, Paris La Défense
92800 Puteaux
485 031 181 R.C.S. Paris.

**Comptes annuels 2025 approuvés par
l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2026****Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

A l'assemblée générale de la société Attijariwafa Bank Europe,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons établi en date du 13 mai 2026, un rapport dit « de carence » dans lequel nous indiquons l'impossibilité de finaliser nos diligences, n'ayant pas été en mesure d'obtenir, dans les délais, les éléments nécessaires à la finalisation de nos travaux.

Ces derniers nous ayant été communiqués en date du 27 mai 2026, nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes annuels.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Attijariwafa Bank Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note relative aux « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

• Reconnaissance des commissions sur l'activité « Crédit documentaire »

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le produit net bancaire de votre société est notamment constitué des commissions perçues sur l'activité de « Crédit documentaire » à la clientèle.</p> <p>Le paragraphe 11-a de la note « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les principes de comptabilisation des commissions perçues sur cette activité selon lesquels celles qui rémunèrent un risque de crédit sont retraitées manuellement en fonction de leur caractère significatif et étalées sur la durée de vie du crédit.</p> <p>En conséquence, nous avons considéré que la reconnaissance des commissions faisant l'objet d'un étalement était un point clé de l'audit, dans la mesure où le résultat de votre société est sensible à cette activité.</p>	<p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ prendre connaissance des principes et procédures comptables appliqués par votre société sur la reconnaissance des revenus de l'activité « Crédit documentaire » ;▪ mettre en œuvre des tests sur les contrôles généraux informatiques sur les outils liés à cette activité ;▪ pour une sélection d'opérations fondée sur l'appréciation des risques encourus et du caractère significatif, examiner la reconnaissance comptable des commissions devant faire l'objet d'un étalement.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Attijariwafa Bank Europe par l'assemblée générale du 30 mai 2024 pour Deloitte & Associés et par celle du 31 mai 2012 pour Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2025, Deloitte & Associés était dans la 2^{ème} année de sa mission et Forvis Mazars SA dans la 14^{ème} année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Levallois-Perret et Paris La Défense, le 27 mai 2026

Les Commissaires aux Comptes,

Forvis Mazars SA
Matthew Brown
Associé

Deloitte & Associés
Jean-Vincent Coustel
Associé

ETATS FINANCIERS 2025

Actif au 31 décembre 2025

AWBE - BILAN ACTIF (K€)	2025	2024	Var. en Montant	Var. en %
CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	6 944	3 924	3 019	77 %
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	535 048	482 291	52 757	11 %
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	73 407	135 617	-62 209	-46 %
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	316 857	321 198	-4 340	-1 %
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	-	-	0	-
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	-	-	-	-
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LT	437	435	3	1 %
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 352	1 389	963	69 %
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 860	7 583	-723	-10 %
AUTRES ACTIFS	27 752	24 096	3 656	15 %
COMPTES DE REGULARISATION	12 496	12 577	-81	-1 %
TOTAL DE L'ACTIF	982 153	989 109	-6 955	-1 %

Passif au 31 décembre 2025

AWBE - BILAN PASSIF (K€)	2025	2024	Var. en Montant	Var. en %
BANQUES CENTRALES, CCP	0	0	0	-
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	477 660	575 578	-97 918	-17 %
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	418 372	329 728	88 643	27 %
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	-	-	-	-
AUTRES PASSIFS	11 563	12 697	-1 134	-9 %
COMPTES DE REGULARISATION	10 586	9 348	1 238	13 %
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	703	1 730	-1 027	-59 %
DETTES SUBORDONNEES	-	-	-	-
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES	63 270	60 028	3 242	5 %
CAPITAL SOUSCRIT	59 597	61 640	-2 043	-3 %
PRIMES D'EMISSION	2 146	103	2 043	1983 %
RESERVES	452	452	0	0 %
PROVISIONS REGLEMENTEES ET SUBVENTION D'INVEST	-	-	-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)	-2 167	-4 639	2 472	-53 %
RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	3 242	2 472	770	31 %
TOTAL DU PASSIF	982 153	989 109	-6 955	-1 %

Hors bilan au 31 décembre 2025

AWBE - HORS BILAN (K€)	2025	2024	Var. en Montant	Var. en %
ENGAGEMENTS DONNES	214 003	233 657	-19 654	-8 %
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	63 384	121 510	-58 125	-48 %
ENGAGEMENT DE GARANTIE	150 619	112 147	38 472	34 %
ENGAGEMENT SUR TITRES	-	-	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	203 026	231 574	-28 547	-12 %
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	60 000	60 000	-	0 %
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	139 622	167 723	-28 102	-17 %
ENGAGEMENTS SUR TITRES	3 404	3 850	-446	-12 %

Compte de résultat au 31 décembre 2025

AWBE - COMPTE DE RESULTAT (K€)	2025	2024	Var. en Montant	Var. en %
+ Intérêts et produits assimilés	42 080	52 347	-10 266	-20 %
- Intérêts et charges assimilées	22 023	29 093	-7 070	-24 %
+ Revenus des titres à revenu variable	-	-	-	-
+ Commission (produits)	12 609	12 255	354	3 %
- Commission (charges)	586	421	165	39 %
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5 705	5 218	487	9 %
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	-	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	24 248	21 451	2 797	13 %
- Autres charges d'exploitation bancaire	508	876	- 368	-42 %
PRODUIT NET BANCAIRE	61 525	60 881	644	1 %
- Charges générales d'exploitation	56 038	54 149	1 889	3 %
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	1 309	1 538	- 229	-15 %
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4 178	5 194	-1 016	-20 %
+/- Coût du risque	-1 202	- 93	-1 110	1197 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 975	5 101	-2 126	-42 %
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	- 8	0	- 8	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	2 967	5 101	-2 134	-42 %
+/- Résultat exceptionnel	1 152	-1 684	2 836	-168 %
- Impôt sur les bénéfices	877	945	- 67	-7 %
+/- Dotation/reprise de FRBG et provisions réglementées	-	-	-	-
RESULTAT NET	3 242	2 472	770	31 %
Résultat par action	1,09	0,80	0,29	36 %
Résultat dilué par action				

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

SITUATION AU 31 DECEMBRE 2025

ATTIJARIWABA BANK EUROPE - FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2025

A la suite de la modernisation de ses systèmes d'information et de son activité monétique en 2023, puis de la refonte de sa feuille de route stratégique en 2024, Attijariwafa bank Europe a poursuivi en 2025 le renforcement de sa dynamique commerciale, tout en maintenant une maîtrise rigoureuse de ses charges.

Dans ce cadre, la Banque a continué à diversifier ses sources de revenus, à accélérer le déploiement de ses projets stratégiques et réglementaires, et à engager activement sa transformation digitale.

Migrant Banking

L'activité de banque de détail en Europe a été marquée par une intensification des actions commerciales de terrain et par une amélioration du pilotage de la performance. Ces initiatives ont visé à accroître la productivité et à ancrer une culture de pilotage orientée vers la création de valeur.

Plusieurs projets structurants ont ainsi été concrétisés au cours de l'exercice :

- le déploiement de la nouvelle application digitale e-Attijari Europe ;
- le lancement de l'Instant Payment ;
- l'amélioration de l'offre de transfert, tant en agence que via les canaux digitaux ;
- la refonte des tableaux de bord de pilotage commercial.

A travers ces réalisations, Attijariwafa bank Europe a poursuivi ses efforts en matière de transformation digitale et de renforcement de l'efficacité commerciale, notamment sur les activités de conquête, de retail et de transfert.

Corporate & Investment Banking

En 2025, le pôle cib (Corporate & Investment Banking) a continué de diversifier ses activités, notamment en Trade Finance, Correspondance Bancaire et Marchés de Capitaux, en étroite synergie avec la maison mère basée à Casablanca.

L'année a également été marquée par la relance du projet Target2, visant à doter le pôle CIB d'un dispositif de paiement conforme aux standards internationaux. Ce projet constitue un levier stratégique pour le développement des activités de Correspondance Bancaire, de Trade Finance et de Marchés de Capitaux.

Conformité et réglementation

L'exercice 2025 a été caractérisé par des avancées significatives en matière de conformité et de sécurité financière.

La Banque a notamment :

- mis à jour ses outils de contrôle en matière de LCB-FT ;
- consolidé ses dispositifs KYC ;
- automatisé ses circuits de contrôle, améliorant ainsi son efficacité opérationnelle.

Dans le même temps, les dispositifs de contrôle et de pilotage de la conformité ont été renforcés au sein des succursales.

Attijariwafa bank Europe a également procédé à la mise en conformité de son système d'information avec le règlement DORA, améliorant ainsi sa résilience opérationnelle numérique. En parallèle, la Banque a déployé le dispositif Instant Payment en réception et poursuit les travaux relatifs à sa généralisation en émission.

Enfin, l'outil de pilotage des exigences en fonds propres a été mis en conformité avec la réglementation CRR3.

Développement des socles de capacités

Au cours de l'exercice, Attijariwafa bank Europe a développé ses capacités technologiques à travers un programme de centralisation de ses systèmes d'information à l'échelle du Groupe, lui permettant de bénéficier pleinement des synergies opérationnelles et de la puissance d'un groupe bancaire panafricain.

Dans le cadre du développement du capital humain, la Banque a lancé la plateforme digitale de formation « Mawarid », proposant aux collaborateurs des parcours e-learning adaptés à leurs profils et à leurs besoins professionnels.

Par ailleurs, engagée dans une organisation agile depuis 2024, la Banque a poursuivi l'amélioration de ses pratiques managériales en privilégiant ce mode de gestion pour le pilotage de ses projets stratégiques, en particulier son programme de transformation digitale.

Optimisation des charges opératoires

En ligne avec son programme d'optimisation des charges, Attijariwafa bank Europe a mené plusieurs actions structurantes, notamment :

- la relocalisation de son siège social à La Défense ;
- la rationalisation des charges liées aux systèmes d'information grâce à leur centralisation au niveau du Groupe ;
- l'optimisation des charges opérationnelles au sein du réseau d'agences.

Plateforme culturelle

Soucieuse de renforcer l'engagement de ses collaborateurs et la cohésion de ses équipes, Attijariwafa bank Europe a lancé en 2025 sa nouvelle plateforme culturelle « Attijari'Up », fondée sur des valeurs et des principes d'action partagés.

Dans ce sens, la Banque a également organisé la première édition de la convention collaborateurs « Attijari Trophy ». Cet événement a permis de rassembler l'ensemble des équipes autour de la vision, de la culture et des ambitions de l'établissement, dans un cadre fédérateur et convivial.

Organisationnelle

Suite à la fusion absorption d'Attijariwafa Euro Finance par Attijariwafa Bank Europe, les statuts ont été modifiés par l'Assemblée Générale Mixte d'Attijariwafa Bank Europe du 14 novembre 2025, notamment afin de :

- valider la fusion par absorption de la compagnie financière holding, Attijariwafa Euro Finances (AEF), par Attijariwafa Bank Europe (fusion inversée) ;
- donner son accord pour le transfert du siège social d'AWBE vers un département limitrophe ;
- ratifier la nomination d'un nouvel administrateur et constater la démission de son prédécesseur.

I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1 - Principes généraux

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et en suivant les principes et méthodes comptables généralement admis en France dont le principe de continuité d'exploitation.

Cependant, les comptes 2025 tiennent compte du règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06), modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, qui constitue un changement de méthode comptable. Il a notamment supprimé la notion de transfert de charges.

Attijariwafa Bank Europe SA détient quatre succursales situées en Allemagne, Belgique, Italie et Espagne. AWBE est détenue à 99,82 % par Attijariwafa Bank Maroc.

Les comptes présentés, et représentatifs du dix-neuvième exercice de la société, couvrent les périodes du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025 de la filiale et de ses succursales.

Intégration des succursales à l'étranger

Les succursales tiennent des comptabilités autonomes ; lors de l'arrêté des comptes, les bilans et comptes de résultat des succursales sont intégrés manuellement à la comptabilité de leur siège après élimination des opérations réciproques.

2 - Portefeuille titres

- Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment elle permet une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué et des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

▪ Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie 'titres de placement' avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux.

Les titres d'investissement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres est étalé en résultat sur la durée de vie résiduelle du titre selon la méthode actuarielle pour les titres à taux fixe et au prorata temporis pour les titres à rémunération variable. Les intérêts courus attachés à ces derniers sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres sauf dans des cas spécifiques énumérés par le règlement n° 2005-01 du CRC.

3 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition auquel s'ajoute, le cas échéant, les frais accessoires de mise en œuvre.

Au bilan la valeur brute est diminuée des amortissements calculés de manière linéaire, suivant les durées de vie d'utilisation suivantes :

Constructions utilisées à usage professionnel	30 ans
Constructions utilisées à usage d'habitation	40 ans
Agencements et aménagements	10 ans
Terrains	Non amortissable
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier de bureau	5 ans
Véhicules et matériels roulants	5 ans
Tableaux d'art	Non amortissable

4 - Immobilisations incorporelles

Solutions informatiques	5 ans
Frais d'établissement	5 ans
Fonds de commerce, droit au bail, marques	Règlement ANC 2015-06

Les frais d'établissement sont principalement constitués d'honoraires juridiques engagés dans le cadre du développement de l'entreprise.

5 - Les prêts accordés à la clientèle

Ces prêts sont évalués à leur valeur nominale, augmentés des intérêts courus non échus.

Une dépréciation est constituée par débit du compte de résultat, lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une probabilité, totale ou partielle, de non remboursement.

6 - Risques de crédit

Le risque de perte probable se rapportant à certains concours accordés à la clientèle est déterminé dossier par dossier. Ce risque de perte est couvert par une dépréciation figurant en déduction de l'actif.

Règles relatives à la segmentation des encours :

Les encours de crédits sont présentés par type de clientèle (société non financière, entrepreneur individuel, particuliers, et non-résidents).

Règles relatives aux créances douteuses :

Règles de déclassement :

Méthode retenue pour l'identification des encours douteux

Les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondent à l'une des situations suivantes :

- ⇒ Un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits à l'habitat) ;
- ⇒ Connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement ;
- ⇒ Existence des procédures contentieuses entre la banque et sa contrepartie

Principe de contagion

La comptabilisation en créances douteuses d'un concours entraîne automatiquement le transfert de l'intégralité des engagements à l'encontre de ce client, des rubriques d'encours sains vers les rubriques d'encours douteux, quelles que soient les garanties individuelles.

Traitement des créances restructurées

Aucune créance n'a fait l'objet de restructuration sous ou hors conditions de marché.

Conditions de retour vers l'encours sain

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains si les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Méthodes retenues pour le déclassement vers l'encours douteux compromis

Un déclassement est effectué :

- Si après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées ;
- Si les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible.

Règles de passage en perte :

Attijariwafa Bank Europe sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé.

Application de l'article 2231-2 de l'ANC 2014-07

L'application de l'article 2231-2 de l'ANC 2014-07, sur l'actualisation des provisions sur encours douteux, n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes.

Règles d'enregistrement des intérêts sur créances douteuses.

Les intérêts ne sont plus comptabilisés sur le client après déclassement en créances douteuses.

7 - Risque de taux et risque de change

Opérations sur instruments financiers à terme

Attijariwafa Bank Europe conclut des opérations d'instruments financiers à terme, dans le but de couvrir le risque de taux ou de change auquel son activité l'expose.

8 - Provision pour engagements sociaux

L'engagement au titre des indemnités de fin de carrière est calculé par un actuair en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de départ à la retraite déterminées selon les paramètres suivants :

- Départ à la retraite à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans
- Taux de revalorisation des salaires hors inflation : croissance de 1 %
- Rotation : selon taux de rotation constatée dans la société
- Taux d'actualisation : 4 %
- Taux de charges sociales : 50 %

Cet engagement n'a pas donné lieu à provision mais fait l'objet d'une mention dans l'annexe en tant qu'engagement hors bilan comme l'autorise le code de commerce.

Les salariés perçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté.

Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société et évalué par un actuair selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière : calcul individualisé par salarié, tenant compte du turn-over observé dans l'entreprise et d'un taux de revalorisation des salaires de 1 % hors inflation.

9 - Autres provisions

Les autres provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation du groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Ces provisions correspondent notamment à l'évaluation des risques identifiés au titre des litiges en cours.

10 - Conversion des opérations en devises

Les règles de conversion en euros sont les suivantes :

- les postes de bilan autres que les dotations sont convertis au cours de clôture,
- les dotations sont converties au cours historique d'enregistrement,
- les charges et les produits sont convertis au cours moyen de la période.

Les gains ou pertes pouvant résulter de cette conversion sont enregistrés au bilan en « Comptes de tiers et divers ».

11 - Principe de rattachement des produits et charges à l'exercice

a - Intérêts et Commissions

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leurs montants courus selon la méthode du *pro rata temporis*.

L'article 4 du règlement de l'ANC, relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit, [...] indique qu'il faut étaler les commissions rémunérant un risque de crédit. Les commissions perçues de l'activité « crédit documentaire » et rémunérant un risque de crédit sont retraitées manuellement en fonction de leur caractère significatif et étalées sur la durée de vie du crédit.

b - Impôts et taxes

Tous les impôts et taxes dus au titre de l'exercice sont comptabilisés en charges.

II. NOTES EXPLICATIVES SUR LES COMPTES

1. NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN (EN MILLIERS D'EUROS)

1.1 Caisse, banques centrales, CCP

En milliers d'euros	2025	2024	Variation activité	Var. %
Caisses	6 592	3 810	2 782	73 %
Réserves obligatoires auprès des banques centrales	352	115	237	207 %
Total	6 944	3 924	3 019	77 %

1.2 Créances sur les établissements de crédits et opérations avec la clientèle

En milliers d'euros	2025	2024	Variation activité	Var. %
Etablissements de crédit				
. Comptes ordinaires débiteurs	66 663	61 909	4 754	8 %
. Valeurs non imputées	0	0	0	-
. Prêts et comptes à terme	468 202	420 131	48 071	11 %
Dont :				
- Prêts JJ	307 715	313 315	-5 600	-2 %
- Prêts à terme	1 833	2 883	-1 049	-36 %
- Escompte de CREDOC	116 793	59 934	56 860	95 %
- Prêts financiers	41 860	44 000	-2 140	-5 %
. Créances douteuses	0	0	0	NA
. Intérêts courus non échus	184	251	-67	-27 %
Total	535 048	482 291	52 757	11 %
Crédits à la clientèle				
. Créances commerciales				
. Autres concours à la clientèle	71 229	118 835	-47 606	-40 %
Dont :				
- Traités avalisées, acceptées	57 721	106 999	-49 279	-46 %
- Crédits acheteurs	0	1 965	-1 965	-100 %
- Prêts financiers	12 417	8 677	3 740	43 %
- Autres	1 091	1 195	-103	-9 %
. Comptes débiteurs de la clientèle	939	15 910	-14 971	-94 %
. Valeurs non imputées	643	344	298	87 %
. Créances douteuses	400	378	23	6 %
. Intérêts courus non échus	197	150	47	31 %
Total	73 407	135 617	-62 209	-46 %

✓ Ventilation des créances selon la durée résiduelle, hors intérêts courus

En milliers d'euros	< 1 M	1 M à 3 M	3 M à 6 M	6 M à 1 AN	1-5 ans	> 5 ans	TOTAL
<i>Prêts JJ</i>	307 715	0	0	0	0	0	307 715
<i>Prêts & Comptes à terme</i>	0	0	15 000	26 860	1 833	0	43 693
Escomptes CREDOC	61 746	27 450	18 165	9 432	0	0	116 793
Total établissement de crédits	369 462	27 450	33 165	36 292	1 833	0	468 202
Crédits Durée Initiale <= 1 an	28 098	25 574	4 049	0	0	0	57 721
Crédits Durée Initiale > 1 an	233	10 017	199	52	2 442	565	13 509
Total crédits à la clientèle	28 331	35 591	4 248	52	2 442	565	71 229

✓ Encours bruts globaux de crédits à la clientèle au 31 décembre 2025 par zone géographique

	ZONE EUROPE	BURKINA FASO	CAMEROUN	COTE D'IVOIRE	EGYPTE	GABON	GUINEE	MAROC	SENEGAL	TUNISIE	AUTRES	Total général
Crédits à l'exportation	-	3 037	15 582	15 876	-	-	532	11 006	8 589	3 099	-	57 721
Crédits à l'habitat	463	-	-	557	-	-	-	-	-	-	71	1 091
Autres crédits à la clientèle	-	-	-	10 000	2 417	-	-	-	-	-	-	12 417
Comptes ordinaires débiteurs	338	3	0	548	1	3	-	21	8	-	17	939
Valeurs non imputées	643	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	643
Créances douteuses nettes de provisions	377	0	0	3	-	0	-	10	4	0	6	400
Créances rattachées	197	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	197
Total général	2 017	3 040	15 583	26 984	2 418	3	532	11 036	8 601	3 099	95	73 407

✓ Informations sur créances douteuses et provisions au 31 décembre 2025

En milliers d'euros	ENCOURS DOUTEUX			
	31/12/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2025
Créances douteuses brutes	1546		107	1440

En milliers d'euros	PROVISIONS s/ ENCOURS DOUTEUX			
	31/12/2024	Dotation	Reprise	31/12/2025
Prov. sur créances douteuses	-1 184	131	275	-1040

1.3 Portefeuille titres d'investissement

Au 31 décembre 2025, le portefeuille de titres d'investissement est composé de 32 titres en euros pour un montant nominal total de 271 M€ et de 7 titres en dollars pour un nominal contre valorisé de 55 M\$.

Sur 2025 : 105 M\$ - 1 M€ et 116 M€ d'acquisition des titres.

84 M \$ - 1 M€ et 130 M€ de titres échus

Cette détention résulte de la volonté de la banque de placer à long terme (conservation jusqu'à échéance) une partie de l'excédent de trésorerie structurel.

EMETTEUR	DEVISES	Nominal 31/12/2024 CV EUR	Acquisition	Cession	Nominal 31/12/2025 CV EUR	31/12/2025	Intérêts cours au 31/12/2025	Date Achat	FIN	COUPON en %
EUROPEAN INVESTMENT BANK	USD	3 000	0	0	2 553	56	0	21/07/2017	06/11/2026	0 coupon
EUROPEAN INVESTMENT BANK	USD	1 000	0	0	851	10	0	26/09/2017	06/11/2026	0 coupon
US912797MT14 US GOVT	USD	5 000	0	-5 000	0	0	0	27/09/2024	13/03/2025	0 coupon
US91282CJL63 US GOVT	USD	17 000	0	-17 000	0	0	0	31/10/2024	30/11/2025	4,88 %
US91282CHL81 US GOVT	USD	5 000	0	-5 000	0	0	0	30/12/2024	30/06/2025	4,63 %
US91282CHL81 US GOVT	USD	3 000	0	-3 000	0	0	0	27/12/2024	30/06/2025	4,63 %
US91282CHL81 US GOVT	USD	0	7 000	-7 000	0	0	0	31/03/2025	30/06/2025	4,63 %
US91282CJS17 US GOVT	USD	0	9 000	-9 000	0	0	0	04/06/2025	31/12/2025	4,25 %
US91282CJS17 US GOVT	USD	0	8 000	-8 000	0	0	0	04/06/2025	31/12/2025	4,25 %
US912797RC34 US GOVT	USD	0	7 000	-7 000	0	0	0	01/07/2025	14/10/2025	0,00 %
XS1221677120 US GOVT	USD	0	5 700	-5 700	0	0	0	15/07/2025	22/10/2025	4,50 %
US912797RM16 US GOVT	USD	0	10 000	-10 000	0	0	0	04/08/2025	03/11/2025	0,00 %
GB00BSGMHL55 UNITED KINGDOM	GBP	0	1 050	-1 050	0	0	0	07/08/2025	04/11/2025	0,00 %
US91282CJS17 US GOVT	USD	0	7 000	-7 000	0	0	0	30/09/2025	31/12/2025	4,20 %
US91282CKH33 US GOVT	USD	0	1 000	0	851	-1	-10	03/09/2025	31/03/2026	4,50 %
US91282CKB62 US GOVT	USD	0	6 000	0	5 106	-6	-80	23/10/2025	28/02/2026	4,63 %
US912797TG20 US GOVT	USD	0	10 000	0	8 511	83	0	11/12/2025	07/04/2026	0 coupon

US91282CDK45 US GOVT	USD	0	20 000	0	17 021	358	-18	05/12/2025	30/11/2026	1,26 %
US912828Z781 US GOVT	USD	0	14 000	0	11 915	262	-74	05/12/2025	31/01/2027	1,60 %
ROYAUME DE BELGIQUE	EUR	2 500	0	0	2 500	-238	-104	29/12/2014	28/03/2028	5,50 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	2 500	0	0	2 500	-343	-94	29/12/2014	25/04/2029	5,50 %
REPUBLIQUE D'AUTRICHE	EUR	2 500	0	0	2 500	-205	-72	29/12/2014	15/07/2027	6,25 %
GOVERNEMENT NEERLANDAIS	EUR	2 500	0	0	2 500	-230	-132	29/12/2014	15/01/2028	5,50 %
ROUMANIE	EUR	5 000	0	-5 000	0	0	0	25/02/2020	29/10/2025	2,75 %
ITALY	EUR	5 438	0	0	5 438	-28	-4	21/01/2021	17/11/2028	0,35 %
ITALY	EUR	4 562	0	0	4 562	-25	-3	22/01/2021	17/11/2028	0,35 %
ITALY	EUR	2 500	0	0	2 500	-10	-2	27/01/2021	17/11/2028	0,35 %
ITALY	EUR	2 500	0	0	2 500	-11	-2	28/01/2021	17/11/2028	0,35 %
HONGRIE	EUR	5 000	0	0	5 000	-137	-20	21/01/2021	10/10/2027	1,75 %
KINGDOM OF MOROCCO	EUR	3 000	0	0	3 000	-3	-31	21/05/2021	30/03/2026	1,38 %
CLN BNP- SANTANDER	EUR	5 000	0	-5 000	0	0	0	16/08/2022	16/02/2025	2,810 %
CLN CACIB- SANTANDER	EUR	5 000	0	-5 000	0	0	0	12/08/2022	12/02/2025	2,710 %
CLN CACIB HSBC	EUR	5 000	0	-5 000	0	0	0	12/08/2022	12/02/2025	2,320 %
CLN RBC-SG	EUR	5 000	0	-5 000	0	0	0	12/08/2022	12/02/2025	2,360 %
CLN RBC-BNP	EUR	5 000	0	-5 000	0	0	0	12/08/2022	12/02/2025	2,170 %
FR0013415627 REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	10 000	0	-10 000	0	0	0	28/03/2024	25/03/2025	0 coupon
IT0005437147 ITALY	EUR	5 000	0	0	5 000	38	0	28/03/2024	01/04/2026	0 coupon
IT0005534281 ITALY	EUR	5 000	0	-5 000	0	0	0	28/03/2024	28/03/2025	3,400 %
IT0005534281 ITALY	EUR	10 000	0	-10 000	0	0	0	28/03/2024	28/03/2025	3,400 %
IT0005534281 ITALY	EUR	5 000	0	-5 000	0	0	0	28/03/2024	28/03/2025	3,400 %
GR0004135613 GRECE	EUR	10 000	0	-10 000	0	0	0	28/03/2024	07/03/2025	0 coupon
ES0000012K38 Espagne	EUR	5 000	0	-5 000	0	0	0	28/03/2024	31/05/2025	0 coupon
FR0012517027 REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	20 000	0	-20 000	0	0	0	23/04/2024	25/05/2025	00/01/1900
BE0000334434 ROYAUME DE BELGIQUE	EUR	20 000	0	-20 000	0	0	0	23/04/2024	22/06/2025	00/01/1900
IT0005556011 ITALY	EUR	20 000	0	0	20 000	-68	-228	23/04/2024	15/09/2026	3,85 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	15 000	0	-15 000	0	0	0	14/06/2024	25/11/2025	1,00 %
ITALY	EUR	15 000	0	0	15 000	-464	-180	14/06/2024	01/11/2026	7,25 %
KINGDOM OF MOROCCO	EUR	8 000	0	0	8 000	50	-83	08/07/2024	30/03/2026	1,38 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	20 000	0	0	20 000	-155	-101	07/10/2024	25/10/2027	2,75 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	15 000	0	0	15 000	-49	-101	07/10/2024	24/09/2027	2,50 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	4 300	0	0	4 300	101	-19	07/10/2024	23/04/2027	0,63 %
ROUMANIE	EUR	5 000	0	0	5 000	166	-87	07/10/2024	07/03/2028	3,28 %
ITALY	EUR	10 000	0	0	10 000	56	-85	07/10/2024	01/08/2027	2,05 %

ITALY	EUR	10 000	0	0	10 000	55	-85	07/10/2024	01/08/2027	2,05 %
Espagne	EUR	10 000	0	0	10 000	222	-34	07/10/2024	30/07/2027	0,80 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	0	15 000	0	15 000	1 534	0	20/01/2025	25/11/2029	0,00 %
ITALY	EUR	0	10 000	0	10 000	-307	-17	20/01/2025	15/12/2029	3,85 %
ITALY	EUR	0	10 000	0	10 000	-148	-167	21/01/2025	01/07/2029	3,35 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	0	10 000	0	10 000	363	-63	13/03/2025	25/02/2028	0,75 %
ITALY	EUR	0	15 000	0	15 000	745	-11	13/03/2025	15/03/2028	0,25 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	0	10 000	0	10 000	-940	-377	04/09/2025	25/04/2029	5,50 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	0	12 000	0	12 000	286	0	04/09/2025	25/11/2029	0 coupon
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	0	11 000	0	11 000	1 049	0	04/09/2025	25/11/2029	0 coupon
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	0	3 000	0	3 000	1 145	0	04/09/2025	25/11/2029	0 coupon
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	0	4 500	0	4 500	25	0	07/11/2025	09/04/2026	0 coupon
ITALY	EUR	0	15 000	0	15 000	-67	-133	08/12/2025	25/02/2027	2,55 %

* titres rémunérés à taux fixe adossés à un instrument de couverture de taux.

** la valeur nominale des titres au 31.12.2024 est convertie au taux de clôture du 31.12.2024 et au taux de clôture du 31.12.2025 pour les autres colonnes.

Ventilation selon la durée résiduelle, hors intérêts courus (en K€)

Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
21 957 446,81	68 436 170,21	227 214 893,62	0,00

1.4 Participations et autres titres détenus à long terme

Attijariwafa Bank Europe ne détient pas de titres de participation. Les titres classés dans cette rubrique, pour un montant de 437 K€, correspondent essentiellement aux certificats d'association du fonds de garantie des dépôts et de résolution et du fonds de résolution unique.

1.5 Immobilisations incorporelles et corporelles

Libellé	Solde au 31/12/24	Entrées	Poste à poste	Sorties	Solde au 31/12/25
Immob corp en cours	25	735	-	434	326
Terrains	1 919	-	-	-	1 919
Constructions	6 132	-	-	809	5 323
Autres immobs corp	100	-	-	8	92
Mobilier de bureau	2 210	59	-	131	2 139
Agencement, Aménagement et Installations	24 620	274	-	112	24 782
Matériel informatique	1 295	87	-	1	1 380
Matériel de bureau	401	53	-	-	454
Immob corp hors exploitation	44	-	-	-	44
	36 747	1 207	-	1 496	36 459
Immob incorp en cours	28	1 270	-	410	887
Fonds de commerce	719	-	-	-	719
Autres frais d'établissement	51	-	-	-	51
Solutions informatiques	2 484	432	-	-	2 916
	3 282	1 702	-	410	4 574
	40 029	2 909	0	1 906	41 032

✓ Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations :

Libellé	Solde au 31/12/24	Dotations	Poste à poste	Reprises/sorties	Solde au 31/12/25
Immob corp en cours	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Constructions	3 420	193	-	339	3 273
Autres immobs corp	100	-	-	8	92
Mobilier de bureau	2 147	32	-	131	2 048
Agencement, Aménagement et Installations	22 133	645	-	66	22 711
Matériel informatique	1 001	98	-	1	1 097
Matériel de bureau	364	12	-	-	377
Immob corp hors exploitation	-	-	-	-	-
	29 165	980	-	546	29 599
Immob incorp en cours	-	-	-	-	-
Fonds de commerce	344	-	-	-	344
Autres frais d'établissement	51	-	-	-	51
Solutions informatiques	1 498	329	-	-	1 827
	1 893	329	-	-	2 222
	31 058	1 309	0	546	31 821

1.6 Autres actifs et comptes de régularisation

En milliers d'euros	2025	2024
Autres actifs :	27 752	24 096
. Débiteurs divers	24 306	21 119
. Dépôts et cautionnement	1 175	1 125
. TVA déductible & crédit de TVA	292	26
. Créance d'Impôt sur les sociétés	956	758
. Comptes de stock et emploi divers	1 024	1 068
Comptes de régularisation :	12 496	12 577
. Opérations de recouvrement	559	1 376
. Ajustement devises	300	1 413
. Charges payées d'avance	1 156	851
. Produits à recevoir	10 449	8 907
. Autres comptes de régularisation	33	30

2. NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN (EN MILLIERS D'EUROS)

2.1 Dettes envers les établissements de crédits et opérations avec la clientèle

En milliers d'euros	2025	2024	Variation activité	Var. %
Etablissements de crédit :				
. Comptes ordinaires créditeurs	138 171	163 632	-25 461	-16 %
. Comptes et emprunts (1)	339 425	395 202	-55 777	-14 %
Dont :				
- Emprunt JJ	0	50 000	-50 000	-100 %
- Emprunt à terme	339 425	345 202	-5 777	-2 %
. Autres sommes dues	0	23	-23	-100 %
. Intérêts courus non échus	64	16 720	-16 656	-100 %
	477 660	575 578	-97 918	-17 %
Comptes créditeurs de la clientèle				
. Comptes ordinaires	273 728	239 562	34 166	14 %
. Dépôts de garantie	83 749	27 060	56 689	209 %
. Comptes à terme	1 100	288	812	282 %
. Comptes d'épargne	57 771	60 136	-2 365	-4 %
. Autres sommes dues	1 962	2 541	-579	-23 %
. Intérêts courus non échus	62	142	-80	57 %
	418 372	329 728	88 643	27 %

(1) Ce poste inclut des gages espèces et des DAT de la maison mère AWB d'un montant de 170 M€ et 121 M\$.

✓ Ventilation des dettes selon la durée résiduelle, hors intérêts courus

En milliers d'euros	< 1 M	1 M à 3 M	3 M à 6 M	6 M à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
Emprunts au jour le jour	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts à terme	44 577	17 168	3 000	-	274 680	-	339 425
Comptes ordinaires	273 728						273 728
Comptes créditeurs à terme	-	-		1 100	-	-	1 100
Autres sommes dues	1 962						1 962

2.2 Autres passifs et comptes de régularisation

En milliers d'euros	2025	2024
Autres Passifs :	11 563	12 697
. Charges à payer personnel	9 772	9 664
. Impôts et taxes	819	622
. TVA collectée	77	257
. Autres créditeurs divers	894	2 153
Comptes de régularisation :	10 586	9 348
. Produits perçus d'avance	669	843
. Opérations de recouvrement	1 469	1 118
. Dettes fournisseurs	1 642	871
. Charges à payer	6 806	6 515

2.3 Provisions pour risques et charges

En milliers d'euros	Montant au 31.12.2024	Augmentations	Diminutions	Montant au 31.12.2025
Provisions pour risques et charges	630	106	- 33	703
Total	630	106	- 33	703

En 2025, les variations des provisions pour risques et charges s'expliquent essentiellement par :

- ✓ Litige sociaux : Dotation de 84 K€ et reprise de 10 K€
- ✓ Reprise provision client de 4 K€
- ✓ Provision suspens > à 1 an 22 K€
- ✓ Reprise incident CEC Belgique 19 K€

2.4 Fonds pour risques bancaires généraux

Au 31 décembre 2025, le stock de provision est à néant.

2.5 Capitaux propres

2.5.1 - Historique des mouvements du capital

Lors de la création de l'établissement au 18/11/2005, le montant du capital s'élevait à 37 K€. Les variations suivantes sont intervenues :

En milliers d'euros	Date	Augmentations	Montant du capital
Capital initial	18/11/2005	37	37
Augmentation de capital / apport d'actif	29/12/2005	26 070	26 107
Augmentation de capital / apport d'actif	13/12/2006	7 800	33 907
Augmentation en numéraire	06/06/2011	5 200	39 107
Augmentation de capital / apport d'actif	31/12/2013	7 534	46 640
Augmentation de capital	15/07/2022	15 000	61 640
Augmentation de capital / apport d'actif	26/09/2025	59 488	121 128
Diminution de capital	26/09/2025	- 61 531	59 597
Total	31/12/2025	59 597	

Au 31 décembre 2025, le capital d'AWBE est composé de 2 979 856 actions d'un montant nominal unitaire de 20 euros.

L'actionnariat, au 31 décembre 2025, se décompose comme suit :

Attijariwafa Bank SA :
Banque de l'Habitat du Sénégal :
Personnes physiques :

2 974 401 actions (99,82 %),
5 442 actions (0,18 %),
13 actions.

2.5.2 - Variation des capitaux propres en milliers euros

Base sociale / En K€	Solde au 31.12.2024	Affectation résultat	Augmentation	Diminution	Solde au 31.12.2025
Capital	61 640	0	0	- 2 043	59 597
Prime	103	0	2 043	0	2 146
Réserves	452	0	0	0	452
RAN	-4 639	2 472	0	0	-2 167
Résultat	2 472	-2 472	3 242	0	3 242
Total	60 028	0	5 285	-2 043	63 270

Projet d'affectation du résultat 2025 :

Le résultat positif de 2025 de 3.241.545,12 € sera affecté une partie en réserve légale et le reste au report à nouveau.

La réserve légale passera de 452.188,13 € à 505.906,16 € (soit une réserve légale calculée de 53.718,03 €)

Le report à nouveau passera donc de - 2.167.184,55 € sur 2024 à 1.020.642,50 € en 2025. (Soit un RAN calculé de 3.187.827,09 €)

3. NOTES SUR LE HORS BILAN (EN MILLIERS D'EUROS)

3.1 Engagements donnés

(En milliers d'euros)	2025	2024
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit	59 988	114 895
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 396	6 615
Engagements de garantie donnés en faveur des établissements de crédit	149 567	111 053
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	1 052	1 094
Total	214 003	233 657

• ENGAGEMENTS DONNES DE FINANCEMENT BANCAIRE : Baisse des engagements de financement en faveur des établissements de crédits de 55 M€

Les autres garanties de financement en faveur de la clientèle sont en baisse de 3 M€

• ENGAGEMENTS DONNES DE GARANTIE : Les garanties sur les CREDOC, partie confirmée, sont passées de 84 M€ en 2024 à 127 M€ en 2025 soit une hausse de 43 M€.

Les autres garanties en faveur des établissements de crédits passent de 27 M€ en 2024 à 23 M€, une baisse de 3 M€

3.2 Engagements reçus

(En milliers d'euros)	2025	2024
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	60 000	60 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	79 860	134 862
Engagements de garantie reçus de la clientèle	59 762	32 862
Total	199 622	227 723

• ENGAGEMENTS RECUS DE FINANCEMENT : Pas de mouvement en 2025. Ce poste correspond à l'accord de refinancement de 60 M€ de la maison mère AWB Maroc.

• ENGAGEMENTS RECUS DE GARANTIE :

o Les cautions, avals, autres garanties d'ordre d'établissements de crédit sont en baisse de 55 M€ passant de 135 M€ à 80 M€.

o Les garanties reçues de la clientèle (assurances et clientèles financières) augmentent de 27 M€ passant de 33 M€ à 60 M€.

✓ Garanties d'assurances publiques	néant en 2025
✓ Entreprises d'assurance	passent de 14 M€ à 199 K€
✓ Clientèle financière	passent de 6 M€ à 5 M€
✓ Garanties assureurs privés	passent de 11 M€ à 54 M€

• Engagements sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	2025	2024
Engagements sur IFT	3 404	3 850
Total	3 404	3 850

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT (EN MILLIERS D'EUROS)

4.0 Intérêts et produits assimilés

Ce poste comprend :

Intérêts et produits assimilés (En milliers d'euros)	2025	2024
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur opérations avec établissements de crédit	18 018	29 090
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur opérations avec la clientèle	8 378	9 508
Intérêts échus et les intérêts courus non échus des obligations et autres titres à revenu fixe	10 555	8 984
Produits sur engagements de financement, produits sur opérations de hors-bilan	989	535
Produits sur engagements de garantie, produits sur opérations de hors-bilan	4 140	4 230
Total	42 080	52 347

4.1 Intérêts et charges assimilées

Ce poste comprend :

Intérêts et charges assimilées (En milliers d'euros)	2025	2024
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur opérations de refinancement	18 310	24 743
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur la clientèle	566	1 202
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur instruments de couverture	1 827	2 214
Charges sur engagements de financement reçus d'établissements de crédit	1 321	934
Total	22 023	29 093

4.2 Commissions

Ce poste comprend :

Commissions (En milliers d'euros)	2025	2024
Commissions sur opérations interbancaires	545	840
Commissions sur opérations avec la clientèle	11 335	10 863
Commissions sur opérations de change	0	0
Autres commissions	143	132
Total	12 023	11 834

4.3 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Il s'agit des gains réalisés sur des opérations de change.

Au 31 décembre 2025, le gain sur les opérations de change est de 5 705 K€ contre 5 218 K€ en 2024.

4.4 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Ce poste est principalement constitué des commissions d'intermédiations perçues dans le cadre de la convention de prestations de services conclue avec Attijariwafa Bank Maroc, intégrant le forfait de représentation (2 M€ en 2025 contre 3 M € sur 2024).

Commission d'intermédiation et de représentation (En K€)	2025	2024
France	17 499	15 242
Belgique	2 637	2 460
Allemagne	1 006	1 058
Pays-Bas	0	0
Italie	930	978
Espagne	2 157	1 700
Total	24 229	21 437

✓ Le poste « Autres charges d'exploitation bancaire » baisse de 368 K€ et s'élève à 508 K€ fin 2025.

Ce poste est composé des frais liés aux cartes bancaires et à ceux liés à nos distributeurs de billets (activité monétique).

4.5 Produit net bancaire

Le produit net bancaire s'élève à 61 525 K€ en 2025 contre 60 881 K€ en 2024, soit une augmentation de 1 %.

Ci-dessous la contribution des différentes entités dans le PNB AWBE :

(En milliers d'euros)	2025	2024	Variation activité	Var. %
France	50 843	50 258	586	1 %
Belgique	5 605	5 932	-328	-6 %
Allemagne	1 336	1 365	-29	-2 %
Pays-Bas	0	0	0	0 %
Espagne	2 493	1 986	507	26 %
Italie	1 248	1 341	-92	-7 %
PNB	61 525	60 881	644	1 %

Le PNB se détaille comme suit :

(En milliers d'euros)	2025	2024
Produits bancaires	84 643	91 271
Charges bancaires	23 118	30 390
PNB	61 525	60 881

4.6 Charges générales d'exploitation

Les charges d'exploitation s'élèvent à 56 038 K€ et se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	2025	2024	Var. %
. Charges de personnel	33 914	32 748	4 %
<i>Salaires et traitements</i>	22 396	20 896	7 %
<i>Charges sociales</i>	10 573	11 118	-5 %
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	946	735	29 %
. Charges d'exploitation - Services extérieurs	21 264	20 431	4 %
. Impôts et taxes	860	1 020	-16 %
. Charges refacturées	0	-49	-99 %
Charges générales d'exploitation	56 038	54 149	3 %

Les charges se décomposent par zone géographique comme suit :

En milliers d'euros	France	Belgique	Espagne	Italie	Pays-Bas	Allemagne	Total
. Charges de personnel	26 726	2 991	1 972	1 354	0	871	33 914
. Services extérieurs	18 446	1 238	520	728	0	332	21 264
. Impôts et taxes	500	292	55	11	0	2	860
. Charges refacturées	0	0	0	0	0	0	0
Charges générales d'exploitation	45 673	4 521	2 547	2 093	0	1 205	56 038

4.7 Coût du risque

Le coût du risque lié à l'activité sur la partie clientèle douteuse s'élève à -1 202 K€ au 31 décembre 2025 et s'analyse comme suit :

Coût du Risque 2025 En milliers d'euros	Dotations	Reprises	Pertes couvertes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciation d'actif	-1 270	275	-208	0	0	-1 202
Interbancaires						0
Clientèle	-1 270	275	-208	0	0	-1 202
Titres et débiteurs divers		0				0
Total	-1 270	275	-208	0	0	-1 202

L'augmentation des dotations est liée à la provision 2025 de la créance sur la fraude

4.8 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel 2025 s'élève à 1 152 K€, et est principalement composé du produit exceptionnel lié à la cession de l'immeuble FRANKLIN hors exploitation d'1 million d'euros

4.9 Résultat courant avant impôt et résultat net

- Le résultat courant avant impôt s'élève à 2 967 K€ en 2025 contre 5 101 K€ en 2024.
- Au 31 décembre 2025, les activités de la banque génèrent un résultat net de 3 242 K€ en 2025 contre 2 472 K€ en 2024.

En milliers d'euros	2025
Résultat courant avant impôt	2 967
Résultat exceptionnel	1 152
Impôt sur les sociétés	877
Résultat après impôt	3 242

5. NOTES DIVERSES

5.1 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Aucune réserve spéciale de participation n'a été constituée au titre de l'exercice 2025.

5.2 Effectif

L'effectif total d'Attijariwafa Bank Europe au 31 décembre 2025 s'élève à 416 collaborateurs.

Il se décompose comme suit :

Zones géographiques	Effectif 31/12/2025			Effectif 31/12/2024		
	Cadre	Non cadre	Total	Cadre	Non cadre	Total
France	170	139	309	187	143	330
Belgique	16	27	43	14	27	41
Allemagne	4	5	9	4	6	10
Espagne	10	25	35	10	21	31
Italie	2	18	20	2	19	21
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0
			416			433

5.3 Provisions pour retraites

Les calculs effectués permettent d'indiquer que les réserves de la CRPB au 31 décembre 2025 couvrent les dépenses futures résultant de la mise en œuvre de l'accord collectif et que, dans ces conditions, compte tenu des informations dont nous disposons à ce jour, nous n'avons pas à prendre dans nos comptes 2025 un engagement à l'égard de la CRPB au titre du complément bancaire.

Au 31 décembre 2025, les engagements de retraites s'élèvent à 2 273 561 euros.

Les calculs, effectués pas notre actuaire en 2025 ont été réalisés selon les hypothèses suivantes :

01/01/2025 - 31/12/2025 selon réel	ATTIJARIWAF France	ATTIJARIWAF Allemagne	ATTIJARIWAF Belgique	ATTIJARIWAF Espagne	ATTIJARIWAF Italie	TOTAL
Provision de début de période	- 1 510 395,12	- 20 051,00	-	- 33 877,95	- 770 017,59	- 2 334 342,61
Coût période	- 141 658,68	- 1 410,85	-	- 3 189,83	- 74 567,26	- 220 826,62
Reprise période	34 820,24	-	-	-	-	34 820,24
Transferts et acquisitions	-	-	-	-	-	-
Ecart actuariels gains/ (pertes) en fonds propres	196 836,60	361,92	-	- 307,94	49 896,21	246 786,79
Provision de fin de période	- 1 420 396,96	- 21 099,93	-	- 37 375,72	- 794 688,64	- 2 273 561,26

5.4 Les 10 meilleures Rémunérations

Le montant global Europe des sommes versées (rémunérations directes ou indirectes) aux dix personnes les mieux rémunérées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ressort à la somme de 2 253 310,45 euros.

5.5 Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Le solde du CICE a été *entièrement soldé depuis l'année 2022*.

5.6 Rémunération des Commissaires aux Comptes

Les honoraires Europe, liés au contrôle légal des comptes 2025, sont de **315 K€** hors taxes dont 249 K€ pour la France selon une répartition entre les deux cabinets Forvis Mazars 123 k€ - Deloitte 126 K€ et 67 K€ pour les succursales (Forvis Mazars exclusivement)

5.7 Société consolidante

Attijariwafa Bank Europe n'est plus consolidée par intégration globale dans les comptes d'Attijariwafa Euro Finances suite à la fusion absorption validée par traité de fusion le 26 septembre 2025.

L'entité est désormais consolidée directement dans les comptes Attijariwafa Bank Maroc en intégration globale.

Entité établissant les états financiers consolidés de l'ensemble le plus grand d'entités dont l'entité fait partie en tant qu'entité filiale	Nom	Attijariwafa Bank
	Siège	2, Boulevard Moulay Youssef n° 20 000 Casablanca, MAROC
	Lieu où des copies des états financiers consolidés peuvent être obtenues	Au siège

5.8 Détail des comptes clients inactifs

Les comptes bancaires inactifs font l'objet d'un suivi conformément à la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014. Au 31 décembre 2025, la banque recense 12 081 comptes inactifs inscrits dans ses livres correspondant à 11 945 clients, dont le montant des dépôts et avoirs s'élève à 10 229 580 euros. Ces comptes font l'objet d'une gestion spécifique conformément aux obligations légales, notamment en ce qui concerne la notification des titulaires et, le cas échéant, le transfert des avoirs à la Caisse des Dépôts et Consignations.

5.9 Opérations avec des entreprises liées au 31.12.2025

Les opérations liées ont été effectuées avec les entités suivantes faisant partie du groupe Attijariwafa Bank :

Une convention de prestation de services a été signée le 2 janvier 2006 entre ATTIJARIWA BANK EUROPE et ATTIJARIWAF BANK (la maison-mère) modifiée par l'avenant du 15 juin 2015. Un nouvel avenant à cette convention a été signé le 31 mars 2017, avec date de prise d'effet le 1^{er} janvier 2016, puis pour l'année 2019 avec une modification de la tarification.

Le même type de convention a également été passé avec la filiale tunisienne du Groupe en date du 18 octobre 2012.

Ces conventions définissent les termes de rémunération des activités d'intermédiation réalisées par ATTIJARIWAF BANK EUROPE

	EMPLOIS		RESSOURCES		ENGAGEMENT		
	A VUE	A TERME	A VUE	A TERME	DONNE	RECU	DONNES/ TITRE
ATTIJARI BANK MAURITANIE	1	9 198	14 541	-	17 850	-	-
ATTIJARI BANK TCHAD S.A	59	598	1 414	-	2 297	-	-
ATTIJARI BANK TUNISIE	49	-	3 101	-	9 162	3 099	-
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	-	-	2 498	-	1 200	-	-
ATTIJARIWABA BANK PARTICIPATIONS	-	-	216	-	-	-	-
ATTIJARIWABA BANK (CPT ITALIE)	1 569	-	839	-	-	-	-
ATTIJARIWABA BANK ALLEMAGNE	-	-	1 185	-	-	-	-
ATTIJARIWABA BANK BRUXELLES	83 100	-	87 885	64	-	-	-
ATTIJARIWABA BANK EGYPT	-	-	733	15 000	452	-	-
ATTIJARIWABA BANK ESPAGNE	2 000	-	-	-	-	-	-
ATTIJARIWABA BANK EUROPE	7 321	-	6 451	-	36	-	-
ATTIJARIWABA BANK FRANKFURT	1 000	-	-	-	-	-	-
ATTIJARIWABA BANK MAROC	977	14 689	2 257	274 680	21 680	66 756	3 404
ATTIJARIWABA BANK MAROCO MAURITANIA	-	-	208	1 500	-	-	-
ATTIJARIWABA BK AFRIQUE PARTICIPATIO	-	-	62	1 000	-	-	-
ATTIJARIWABA LTD	243	-	-	-	-	-	-
AUTOREDO	-	-	397	-	-	-	-
BIA TOGO	1	-	7 311	-	4 208	-	-
BIM MALI	1 590	-	577	-	1 137	-	-
CBAO BENIN	2 097	-	-	-	3 015	-	-
CBAO BURKINA FASO	-	-	1 602	-	5 065	-	-
CBAO NIGER	-	-	119	-	597	-	-
COMPAGNIE BANCAIRE DE L'AFRIQUE OCC	9 159	474	2 916	-	20 506	5 684	-
COMPAGNIE DE BANQUES INTERNATIONALE	4	-	242	-	-	-	-
COMPAGNIE OPTORG	-	-	15	-	-	-	-
CREDIT DU CONGO	3 880	-	10 650	-	13 092	-	-
CREDIT DU SENEGAL	2 533	-	140	-	5 928	3 339	-
FLORAMAROCSARL	46	-	110	-	100	-	-
INDISP PRELEV T AWBE FRANCE	-	-	385	-	1 000	-	-
MANAGEM INTERNATIONAL AG	-	-	1 062	-	-	-	-
MANAGOLD	-	-	21 279	-	-	-	-
MANATRADE AG	-	-	301	-	-	-	-
MAROCRETREAT CONSULTING LIMITED	-	-	1 290	-	-	-	-
SCB CAMEROUN	5 090	30 286	22 339	-	37 373	9 354	-
SDIA (STE DE DISTRIBUTION INTL AUTO)	1	-	0	-	-	-	-
SOCIETE DE DISTRIBUTION INTERNATIONA	-	-	24	-	-	-	-
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE	3 807	-	1 225	-	3 453	3 269	-
TEI (TRACTAFRIC EQUIPEMENT INTL)	-	-	7	-	-	-	-
TRACTAFRIC EQUIPEMENT FRANCE	-	-	4 934	-	-	-	-
TRADIST FZCO	-	-	72	-	-	-	-
TRANS`MAROC CHAUCHAT	29	-	45	-	-	-	-
UNION GABONAISE DE BANQUE	-	-	2 413	-	20 725	-	-
WABA IMA ASSISTANCE	-	-	682	3 000	-	-	-
WAFACASH INTERNATIONAL	-	-	92	200	-	-	-
Total général	124 497	55 244	201 621	295 444	168 877	91 501	3 404

5.10 Evénements postérieurs à la clôture au 31 décembre 2025

Malgré le contexte géopolitique au Moyen-Orient, Attijariwafa Bank Europe n'a pas d'impact immédiat sur son activité actuellement.

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le résultat positif de **3 241 545,12 euros** dans un premier temps pour solder le report à nouveau déficitaire, puis pour partie à la réserve légale et le solde étant porté en report à nouveau.

La réserve légale sera ainsi portée de 452 188,13 € à 505 906,16 €, soit une dotation de 53 718,03 €.

Le report à nouveau évoluera en conséquence, passant de -2 167 184,55 € en 2024 à 1 020 642,50 € en 2025.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué depuis la constitution de la Société.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société Tour Opus 12, 77 Esplanade du Général de Gaulle 4 place des Pyramides, Paris La Défense 92800 Puteaux.